

Zwölfte Sitzung – Douzième séance

Donnerstag, 18. Dezember 1986, Vormittag
Jeudi 18 décembre 1986, matin

7.00 h

Vorsitz – Présidence: M. Cevey

Le président: Je vous salue tout particulièrement et vous remercie de votre présence. Je remercie également Mme Kopp, membre du Conseil fédéral, d'avoir accepté de participer avec le sourire à ce début de séance un peu exceptionnel.

86.017

Bundesgericht.
Kompetenzzuweisung Schaffhausen
Tribunal fédéral. Attribution
de compétence par le canton de Schaffhouse

Botschaft und Beschlussentwurf vom 23. April 1986 (BBI II, 237)

Message et projet d'arrêté du 23 avril 1986 (FF II, 241)

Beschluss des Ständerates vom 7. Oktober 1986

Décision du Conseil des Etats du 7 octobre 1986

Herr **Steinegger** unterbreitet im Namen der Petitions- und Gewährleistungskommission den folgenden schriftlichen Bericht:

1. Am 1. Dezember 1985 hat das Schaffhauser Volk ein Gesetz über die Haftung des Staates und der Gemeinden sowie ihrer Behördemitglieder und Arbeitnehmer (Haftungsgesetz) angenommen. Dieses sieht in den Artikeln 13 Absatz 2 und 14 Absatz 3 die Kompetenz des Bundesgerichtes vor, Administrativstreitigkeiten zu beurteilen.

2. Nach Artikel 114bis Absatz 4 der Bundesverfassung sind die Kantone mit Genehmigung der Bundesversammlung befugt, Administrativstreitigkeiten, die in ihren Bereich fallen, dem Bundesgericht zuzuweisen.

Mit Schreiben vom 3. Dezember 1985 ersuchte der Regierungsrat des Kantons Schaffhausen die eidgenössischen Räte, diese Bestimmungen zu genehmigen.

3. Die eidgenössischen Räte haben in den letzten Jahren einige ähnliche Kompetenzüberweisungen an das Bundesgericht genehmigt (z. B. Kantone Zug, Thurgau und Wallis im Jahre 1981, Kanton Solothurn im Jahre 1980). Sie sind dabei davon ausgegangen, dass für diese Genehmigung ein genügendes Bedürfnis des Kantons vorhanden sein muss, gewisse Fälle nicht an eine kantonale Behörde zuzuweisen – so z. B. Fälle, in denen Magistratspersonen in den Streit verwickelt sind und die kantonale Behörde dann gewissenmassen in eigener Sache entscheiden müsste. Das Bedürfnis, Haftungsstreitigkeiten vom Bundesgericht überprüfen zu lassen, in die oberste kantonale Behörde verwickelt sein könnte, wurde in der Praxis als ausreichend für eine Kompetenzzuweisung betrachtet.

Die Kommission liess sich von der Verwaltung darüber orientieren, dass das Bundesgericht nur selten solche Administrativstreitigkeiten zu prüfen hatte. Es ist daher nicht anzunehmen, dass die vorliegende Kompetenzzuweisung unser oberstes Gericht zusätzlich belasten wird.

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1 und 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1 et 2

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes

85 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

86.031

ETH. Bauvorhaben
und Tramkonzession Lausanne Süd-West
EPF. Projets de construction et concession
pour le tramway Lausanne sud-ouest

Fortsetzung – Suite

Siehe Seite 1798 hiervor – Voir page 1798 ci-devant

M. Ruffy: Le crédit d'environ un demi-milliard qui nous est demandé et que nous allons probablement voter déclenche inévitablement par son importance, par les incidences des réalisations qu'il rend possible, une série de questions fondamentales. Celles-ci ont trait à la nature des relations entre la recherche et la politique, à la responsabilité des autorités politiques, dans l'aménagement des structures des hautes écoles qu'il s'agit de coordonner avec celles des universités cantonales. Elles concernent également la répartition des compétences entre le Conseil fédéral, le Département fédéral de l'intérieur, l'Office de l'éducation et de la science, le Conseil suisse de la science, la Commission de planification de la conférence universitaire suisse et notre commission permanente.

Sans vouloir surcharger cette liste de points qui méritent des éclaircissements, je me dois d'ajouter la nécessité de préciser un peu plus en détail le cahier des charges de notre commission dont la mission remplie avec conscience pourrait bien prendre une dimension redoutable, rapportée aux disponibilités des membres d'un parlement qui croit pouvoir rester de milice.

Dans la courte période momentanée d'interrègne, si vous me permettez cette expression, Monsieur le président de la Confédération, à l'instant où le rapport Hayek fait l'objet de prolongements sous forme d'analyses sectorielles, dans l'attente d'une nouvelle législation sur les hautes écoles, votre commission reste un peu sur la défensive, a tendance à se cantonner dans une prudente réserve, redoutant d'engager l'avenir par des décisions ponctuelles qui pourraient se révéler ultérieurement préjudiciables à de bonnes structures.

Dans cette situation, les représentants du groupe socialiste au sein de la Commission de la science et de la recherche

souhaiteraient cesser de naviguer à vue et abandonner la pratique des décisions au coup par coup. On ne doit qu'à cette situation inconfortable, l'ajournement de la décision concernant la construction d'une source de neutrons de spallation à l'Institut suisse de recherches nucléaires.

D'une manière générale et en résumé, notre groupe est actuellement tiraillé par le désir d'aller de l'avant et celui, faute d'informations suffisantes, de ne pas engager à faux l'avenir.

A l'examen détaillé des divers projets, il s'est encore avéré que la coordination entre le Groupe des constructions, la Commission des finances et notre commission devait être améliorée. M. Longet ne s'est-il pas exclamé en séance de commission: «C'est la Commission des finances qui vote les réformes, c'est nous qui votons les crédits». Ceci étant dit, avouons d'emblée que la majorité des projets qui nous ont été soumis nous semblent correctement évalués dans leur dimension. Nous ne partageons pas les craintes d'un surdimensionnement, étant donné les besoins croissants de la formation continue et du rôle que vont jouer les universités comme les hautes écoles dans la société post-industrielle au titre d'activités complémentaires de choix.

L'EPFL d'abord. En ce qui concerne le programme de la deuxième phase du transfert de l'EPFL et de son développement, nous ferons deux remarques générales. La première concerne le département nouveau de l'informatique pour lequel les décisions données sur la conception nous ont convaincus que le projet était de qualité. Tant dans la conception de l'enseignement que dans celle de l'architecture, cette réalisation se singularise par la souplesse, logiques organisationnelles et techniques se rejoignent à différents niveaux. Le projet est à cet égard incontestablement séduisant.

La deuxième remarque se rapporte au Tokamak du Centre de recherches en physique des plasmas. Nous avouons ici notre embarras dans l'incapacité que nous sommes de dire si oui ou non la fusion nucléaire a un avenir. Un physicien déclarait l'autre jour que depuis 25 ans, le discours n'a pas varié, la fusion est toujours pour dans 25 ans.

Avec la nouvelle réalisation, on va, certes, passer de 15 millions de degrés à 30 millions, ce qui constitue une indéniable performance. Gagner les 70 millions de degrés restant nécessaires, est-ce un nouveau défi prométhéen ou une chimère?

L'adhésion au message est ici un acte de foi, un acte de foi à 6 millions de francs où l'inertie du positivisme l'emporte encore sur le rejet en bloc du nucléaire et l'abandon des programmes de recherches.

Il appartenait encore à la Commission de la science et de la recherche d'examiner le projet du tramway moderne de l'ouest lausannois. Sans relever directement du réseau des chemins de fer, comme le souhaitait initialement notre ancien collègue, M. Teuscher, ce nouveau tronçon, en reliant la gare du Flon à la gare de Renens lui sera intégré. Etant donné que cet ouvrage découle directement de la localisation de nos hautes écoles, qui abriteront avec l'université de Lausanne, environ 12 000 personnes sur le site de Dorigny, nous sommes d'avis que cette ligne ferroviaire intra-urbaine mérite l'intervention de la Confédération, en tant que propriétaire de l'EPFL.

Les Vaudois, et plus spécialement les habitants de l'ouest lausannois, se réjouissent de voir cette réalisation aboutir et sont reconnaissants à la Confédération de son soutien financier. Le projet a été mis à l'enquête, plus aucune collectivité publique ne conteste le bien-fondé de l'opération et ce métro léger n'est pas remis en cause, ni dans sa conception ni dans son tracé par l'échec du plan d'extension de la vallée du Flon.

C'est l'engagement financier de la Confédération, dans la réalisation du tram du sud-ouest lausannois, qui a poussé les membres de la commission à contester le crédit prévu pour un silo à voitures d'environ 3 millions de francs. En raison de l'effort financier consenti en faveur du nouveau moyen de transport, les commissaires socialistes n'ont pu admettre l'accroissement des places de stationnement des-

tinées à compenser la disparition des places actuellement à disposition à l'intérieur de la ville, notamment dans la propriété des Cèdres.

Cette proposition a paru d'autant plus inacceptable que la somme devait être affectée à un bâtiment en dur. On ne peut déplorer la dégradation de notre environnement et, simultanément, prendre des décisions qui continuent à le menacer. En milieu urbain, il faut s'habituer à renoncer à la voiture. Mis à part ces 3 millions, le groupe socialiste approuvera l'ensemble des propositions concernant l'EPFL, y compris l'arrêté fédéral de la concession accordée à l'Etat de Vaud. Quelques mots sur les projets relatifs à l'EPFZ: En raison de l'enlèvement dans lequel se trouvent les travaux de rationalisation dans l'enseignement de la pharmacie, notre commission a abondamment discuté du crédit destiné au déplacement de l'institut de pharmacie sur le site de l'Irchel, et à l'achat de trois étages d'un bâtiment qui en comprend six et qui serait par ailleurs à moitié occupé par la pharmacologie rattachée à l'Université de Zurich.

Depuis maintenant vingt ans, on discute à tous les niveaux du regroupement de l'enseignement de la pharmacie, apparemment sans résultat. Des conclusions pourtant précises avaient ponctué le rapport de la Commission Bloch en 1971. Depuis lors, aucune décision permettant de ramener les établissements de formation en pharmacie à trois n'a été prise et les crédits qui nous sont demandés aujourd'hui ne feront que consolider une situation qu'il s'agirait justement de changer.

C'est pour cette raison que le groupe socialiste, dans sa majorité, appuiera l'amendement proposé par M. Nebiker. Enfin, si le déplacement de l'institut pour la toxicologie n'a pas soulevé d'oppositions, comme je l'ai déjà dit, le projet de construction d'une source de neutrons de spallation à l'Institut suisse de recherches nucléaires de Villigen n'a pas été examiné.

Pour les raisons évoquées plus haut, comme la majorité de la commission, le groupe socialiste estime plus judicieux d'ajourner sa décision jusqu'à la prise de connaissance du rapport consacré à la fusion de l'Institut suisse de recherches nucléaires avec l'Institut fédéral de la radioactivité.

En conclusion, le groupe socialiste vous recommande d'entrer en matière sur un programme dont l'importance est évidente pour le maintien du niveau de nos hautes écoles.

Hofmann: Die Fraktion der Schweizerischen Volkspartei nimmt zu den zur Diskussion stehenden Bundesbeschlüssen wie folgt Stellung:

Bei der ETH Lausanne geht es – wie bereits Vorredner erwähnt haben – um drei Hauptpositionen:

1. Die Verlegung nach Ecublens: Die SVP-Fraktion stimmt dem dritten Teilkredit für die zweite Etappe der Verlegung nach Ecublens zu. Wir begrüßen insbesondere den Bau eines Gebäudes für die Sektion Informatik. Bei der ETH Lausanne besteht auf diesem Gebiet zwischen Wissenschaft und Praxis eine erfreuliche Zusammenarbeit, was erwähnens- und verdankenswert ist.

2. Die Studentenwohnungen: Die SVP-Fraktion stimmt auch dem Liegenschaftserwerbskredit für Aufwendungen für den Bau von Studentenwohnungen zu.

3. Die Trambahn: Die SVP-Fraktion heisst den Beitrag des Bundes an den Bau der neuen Trambahn Lausanne-Südwest zur Erschliessung des Hochschulgebäudes Ecublens gut. Dem Antrag der Kommission, auf den Bau des Parkhauses für rund 300 neue Parkplätze zu verzichten und die Auswirkungen des Baues der Trambahn abzuwarten, stimmt die SVP ebenfalls zu. Wir halten dafür, dass zunächst die Trambahn erstellt, d. h. der öffentliche Verkehr gefördert wird und dass später geprüft wird, ob noch ein Parkhaus erforderlich ist.

Was die ETH Zürich anbelangt, stimmt die SVP-Fraktion den beantragten Krediten zu, mit Ausnahme des Kredites für die Verlagerung des Institutes für Pharmazie. Die Fraktion unterstützt mehrheitlich den Minderheitsantrag von Kollege

Nebiker auf Rückweisung dieses Geschäftes. Ich kann in ähnlichem Sinne wie Herr Ruffy argumentieren. Wir möchten dabei von der SVP aus ausdrücklich festhalten, dass sich dieser Rückweisungsantrag nicht gegen die Pharmazie richten soll, im Gegenteil. Zur Konzentration der Pharmazie-Ausbildungsstätten sollte aber nochmals eine Anstrengung von Bund und Hochschulkantonen unternommen werden. Wir möchten nochmals darauf hinweisen, dass der Bund bereits in den siebziger Jahren die Frage stellte, ob der Pharmazieunterricht auf eine neue Basis gestellt werden sollte. Die Kommission Bloch hat sich mit dieser Frage einlässlich befasst. Sie kam zum Schluss, dass der Pharmazieunterricht neu strukturiert werden muss, dass die verschiedenen Pharmazieschulen besser koordiniert werden sollten. Leider kam man trotz der Arbeiten der Kommission Bloch bei der Konzentration der Pharmazieschulen nicht weit. Es bestehen neben der Pharmazieschule an der ETH bekanntlich noch an den Universitäten Basel, Bern, Lausanne und Genf Pharmazieschulen, und auch an der Universität Zürich gibt es innerhalb der medizinischen Fakultät eine pharmazeutische Abteilung. Die Kommission Bloch erkannte seinerzeit, dass es zweckmässig wäre, in der deutschen und in der welschen Schweiz noch je eine Pharmazieschule zu haben. Im Blick auf die Studentenzahlen liesse sich das verantworten. Zur Aufwertung der Pharmazieschulen und zur Konzentration auf eine effiziente Forschung sowie zur Kosteneinsparung wäre eine Konzentration dringend erwünscht. Aus politischen Gründen wurden leider diese Ziele nicht erreicht. Die Universitäten unterstehen ausschliesslich der kantonalen Hoheit, der Bund kann den Kantonen in diesen Bereichen keine Vorschriften machen. Andererseits hat aber der Bund über die Hochschulsубventionen indirekt auch Beiträge an die Pharmazieschulen der Kantone zu leisten. Die Kantone sind daran interessiert, dass der Bund an der ETH eine Pharmazieschule unterhält, weil sie in diesem Bereich sonst noch stärker belastet würden. Es sollte also ein gegenseitiges Interesse an einer Koordination und Konzentration bestehen. Wir meinen, dass es im Sinne eines kooperativen Föderalismus und mit einem gewissen Druck von seiten des eidgenössischen Parlamentes auf die Hochschulkantone gelingen sollte, eine Konzentration der Pharmazieschulen zu erreichen. Das wäre zweckmässig. Der Rückweisungsantrag möchte den Bundesrat darin bestärken, nochmals mit den Kantonen an den Verhandlungstisch zu sitzen, um sie zu veranlassen, zu einer sinnvollen Koordination und Konzentration Hand zu bieten. Mit dem Rückweisungsantrag meinen wir nicht, dass der Kanton Zürich die Pharmazieausbildung anstelle der ETH zu seinen Lasten übernehmen muss. Wir haben volles Verständnis dafür, dass der Kanton Zürich das nicht will. Wir meinen vielmehr, dass sich alle Universitäten, die Pharmazieschulen betreiben, zusammen mit der ETH an einen Verhandlungstisch setzen sollen, um Ende des zwanzigsten Jahrhunderts zu zeigen, dass im Rahmen eines kooperativen Föderalismus, den wir immer rühmen, eine Zusammenlegung von Pharmazieschulen möglich ist. Wir wissen zwar, dass das Geschäft mit der ETH drängt. Wir sind aber der Auffassung, dass nach jahrelangen Diskussionen bei allseitig gutem Willen in kurzer Zeit eine Lösung gefunden werden könnte.

Was die Kredite für das Institut für Nuklearforschung (SIN) anbelangt, ist die SVP-Fraktion mit dem Antrag der Kommission auf Zurückstellung einverstanden, bis der Bundesrat das Konzept für die Zusammenlegung SIN/EIR der Kommission für Wissenschaft und Forschung unterbreitet hat.

Die Zurückstellung des Kredites für die Spallationsneutronenquelle soll nach unserer Auffassung nicht den Verzicht auf dieses Projekt bedeuten. Wir betrachten das Projekt als sinnvoll. Wir wollen aber der Kommission nicht opponieren, dass zuerst einmal das Zusammenlegungsprojekt für die beiden Anstalten SIN/EIR vorgelegt werden soll. Die Orientierung über das Zusammenlegungsprojekt SIN/EIR sollte möglichst bald erfolgen, damit schon in der März-Session über den Kredit für die Spallationsneutronenquelle entschieden werden kann, weil von seiten der Forscher

betont wurde, dass man mit der Verwirklichung dieses vorzüglichen Projektes nicht zu lange zuwarten solle.

In diesem Sinne ist die SVP-Fraktion für Eintreten auf die Vorlagen und für Zustimmung in den von mir erwähnten Bereichen.

Mühlemann: Herr Giudici und ich werden uns in die Stellungnahme der freisinnigen Fraktion teilen.

Wir haben hier schon wiederholt an der Hochschulpolitik Kritik geübt. Wir dürfen heute feststellen, dass der scheidende Departementsvorsteher entscheidende Weichen gestellt hat. Wir haben gesehen, dass die in der Projektstudie Hayek zur Struktur der Eidgenössischen Technischen Hochschulen gemachten Vorschläge nun der Verwirklichung entgegengehen, indem eine Art Verwaltungsrat gebildet wird, unter dem eine tatkräftige Generaldirektion wirken soll. Auch das revidierte ETH-Gesetz ist für die nächste Zeit in Aussicht gestellt. Wir können auch feststellen, dass personelle Wahlen getroffen worden sind, die unsere Zustimmung finden. Wir dürfen weiter darauf hinweisen, dass im Zusammenhang mit diesen Botschaften die Prioritäten in den Forschungsförderungsbereichen richtig gesetzt sind und in die Zukunft weisen. Ich darf daran erinnern, dass Werkstoffkunde, Umweltschutztechnik, Informatik und Mikroelektronik zu diesen Forschungsbereichen zählen. Die Kommission für Wissenschaft und Forschung, die mitunter sehr ungeduldig Resultate gefordert hat, kann im Verlaufe des nächsten Monats eine grundsätzliche Orientierung über die Revision der Führungsstrukturen entgegennehmen. Wir werden orientiert werden über das Projekt «Avanti», in dem die Strukturen der ETH untersucht werden. Aber auch aus dem Bereich des Amtes für Bildung und Wissenschaft werden Informationen über Verbesserungen der Führungsstrukturen kommen. Wir begrüßen diesen Fortschritt. Wir begrüßen auch die Bereitschaft, in unserer Hochschulpolitik Verbesserungen zu erzielen.

Nun hat das Parlament ja nur zwei Möglichkeiten, um richtig einzugreifen: Wir können Kredite verweigern, oder wir können Krediten in ermutigender Weise zustimmen. Wir können Personalstellen verweigern, oder wir können im Bereiche der Personalstellen grosszügig eine flexible Politik betreiben.

Ich bin der Meinung, dass die vorliegende Botschaft drei hochinteressante, grundsätzliche Probleme betrifft: An der ETH in Lausanne die Verlegung in ein neues Baugelände mit der Chance, die schulische Ambiance so zu schaffen, dass im Bereiche der Forschung und Lehre optimale Resultate erzielt werden können. Ich darf besonders die Tatsache erwähnen, dass hier ein ganz neues, modernes Gebäude für Informatik geschaffen wird. Man hat tatsächlich den Mut gehabt, in die Zukunft vorzustossen. Was geplant ist, hat uns überzeugt. Wir dürfen bei dieser Gelegenheit auch einmal ganz deutlich darauf hinweisen, dass die EPFL vorbildliche Arbeit leistet. Das Informatikzentrum, das neu gebaut wird, ist ausbaufähig. Auch im Bereiche der Telekommunikation sind Möglichkeiten da, weiter vorzustossen.

Man stellt sich natürlich in diesem Zusammenhang die Frage: Was geschieht an der ETH in Zürich? Dort besteht nicht die gleiche Chance. Im alten Gebäude der ETH müssen die Informatikräume zum Teil dezentralisiert ausgebaut und betrieben werden.

In diesem Zusammenhang stellt sich auch die Frage: Wie steht es mit der Koordination zwischen diesen beiden Informatikzentren? Wo werden Prioritäten gesetzt? Wie ist die Verbindung zum Forschungszentrum für Mikrotechnik in Neuenburg? Das sind für uns vorläufig offene Fragen, die wir aber zweifellos – zum Teil noch heute oder an der nächsten Sitzung – beantwortet erhalten werden.

Das umstrittenste Geschäft ist die Verlegung der Pharmazie-Ausbildung an der ETH in Zürich. Selbstverständlich hat die Kommission Bloch richtig entschieden, als sie hier auf eine Straffung drängte. Es ist einmal mehr nicht gelungen, den schweizerischen Schulföderalismus zu überwinden. Lokale Absprachen im Raum Zürich haben zu keinen Resultaten geführt. An und für sich können wir das nicht hinnehmen.

Wir werden auch in Zukunft darauf drängen müssen, dass klare Prioritäten ausgeschieden werden und dass Straffungen erfolgen. Wir werden wahrscheinlich nicht darum herumkommen, dass der Bund klarer und imperativer die Zeichen setzt. Wenn wir trotzdem zustimmen, dann hängt das damit zusammen, dass diese neue Pharmazie-Ausbildung immerhin in die Nähe der Universitätsausbildung kommt, dass das Ganze dem Gelände der Universität Irchel angeschlossen werden kann und dass eine Doppelpersonal-Aussicht darauf bietet, dass in nächster Zeit der Kanton Zürich vielleicht doch bereit ist, diese Ausbildung von der ETH abzulösen und in die Universität einzugliedern. Wenn wir hier zustimmen, dann tun wir das auch aus der Einsicht, dass für die Informatik an der ETH in Zürich mehr Raum benötigt wird. Diese Räumlichkeiten finden sich dort, wo dann die Pharmazie ausziehen muss oder ausziehen darf. Wir dürfen Sie bitten, hier unter den vielen schlechten Lösungen der zuzustimmen, die noch die beste ist.

Die Kommission für Wissenschaft und Forschung hat sich im Bereiche des Antrages für die Spallationsneutronenquelle eindeutig quergelegt. Dies ist keine definitive Entscheidung, sondern wir stellen das Projekt einmal zurück – nicht weil es an und für sich nicht wertvoll wäre, denn was hier am Schweizerischen Institut für Nuklearforschung in Villigen geschaffen worden ist, ist weltweit beachtlich, und es ist auch notwendig, hier die angewandte Forschung weiterzutreiben. Es geht unter anderem um Therapieversuche im Bereiche der Krebsforschung. Wir sind aber nicht überzeugt, dass die bisherigen Verschmelzungsarbeiten zügig genug vorwärts gehen. Wir erwarten, dass bis Ende Jahr die beiden Institute SIN und EIR in Villigen und Würenlingen zu einer eigentlichen nationalen Forschungsinstitution, zu einem eigentlichen eidgenössischen Forschungslabor zusammengeschlossen sind. Wir werden uns im Verlaufe des Februars darüber informieren lassen und hoffen, dann dem Kredit zustimmen zu können, so dass er in der März-Session behandelt werden kann.

Wir dürfen bei dieser Gelegenheit Herrn Bundesrat Egli danken für die zielstrebige Arbeit, die er eingeleitet hat, und die sein Nachfolger zweifellos fortsetzen wird.

M. Giudici: Le message et les débats de la commission nous amènent à émettre deux réflexions critiques de caractère général. Nous avons l'impression que les pouvoirs publics, le Conseil fédéral et les organes qui l'assistent, ne dominent pas l'évolution mais la subissent en cherchant à rattraper le retard accumulé. Certes, l'évolution dans le domaine de la recherche et de l'enseignement supérieur a été extrêmement rapide. Il suffit de penser à l'explosion de l'informatique et aux problèmes de la postformation. Il n'en reste pas moins que le département, le Conseil fédéral ainsi que les Chambres, dans le cadre de leurs compétences, sont appelés à réfléchir sur les structures de l'organisation interne des hautes écoles fédérales les plus aptes à dominer l'évolution vers l'an 2000 et, par conséquent, à trancher et proposer. Ce processus est urgent, surtout en ce qui concerne Zurich. L'EPUL, plus petite et plus souple, nous paraît avoir mieux réagi, avec efficacité aux exigences nouvelles. Le rapport Hayek constitue un document de base pour la discussion, l'évaluation interne et la décision opérationnelle.

La loi fédérale sur la création d'une école polytechnique date de 1854. Elle est l'oeuvre de Stefano Franscini, premier conseiller fédéral tessinois. Il est urgent de remplacer cette loi plus que centenaire. En effet, les modifications profondes réclamées dans l'organisation des hautes écoles exigent un cadre législatif nouveau. Nous partageons l'exigence de la Commission de la science et de la recherche pour qu'elle soit informée en janvier sur les intentions du Conseil fédéral à propos des structures envisagées et sur les échéances prévues pour cette réforme. Il est souhaitable qu'un débat national s'ouvre entre les scientifiques, les étudiants et l'économie. Les hommes politiques sont appelés à en faire la synthèse.

D'autre part, il est indispensable que les compétences de la Commission de la science et de la recherche soient respectées par rapport à celles des autres commissions parlementaires. Sa tâche fondamentale nous paraît être, selon le règlement d'ailleurs, celle d'examiner avec le Conseil fédéral les problèmes qui se posent en Suisse dans le domaine de la formation, de la science et de la recherche. Il faut éviter que par le biais des aspects financiers, ou par l'examen des crédits de construction, les problèmes fondamentaux de la politique des hautes écoles soit examinés et tranchés dans une optique sectorielle.

Matériellement nous sommes en présence d'un arrêté qui concerne des projets de construction à Lausanne, Zurich et Villigen. En ce qui concerne l'EPUL, nous constatons qu'il s'agit, pour une grande partie, de l'exécution des décisions prises dans le cadre de la deuxième étape du transfert de l'école à Ecublens, suivant le message du 5 novembre 1980. Il n'y a donc pas lieu d'y revenir. Les projets nouveaux concernent les bâtiments pour la section informatique, une halle pour le centre de recherche en physique des plasmas. Ce sont deux domaines inscrits en priorité dans les objectifs de la politique suisse en matière de recherche.

Le groupe radical votera aussi la contribution à la construction du tramway desservant le complexe universitaire. Cela nous paraît logique et conséquent, avec la décision de décentraliser l'EPUL. Toutefois, nous ne voulons pas que cette contribution puisse constituer un droit acquis vis-à-vis de la Confédération pour d'autres situations locales. Le Conseil fédéral nous a rassuré à cet égard. Toutefois, il serait utile qu'il le réaffirme ici.

En ce qui concerne les crédits relatifs à l'école de Zurich, seul le transfert de l'institut de pharmacie à l'Irchel suscite une discussion critique. En effet, 1600 étudiants étudient la pharmacie dans cinq hautes écoles de notre pays. Un nombre d'étudiants qui suffirait à peine pour une faculté dans les pays qui nous entourent est réparti à Genève, Lausanne, Bâle, Berne et à l'Ecole polytechnique de Zurich. Le gaspillage des laboratoires, des enseignants, enfin des moyens financiers est évident. La nécessité de concentrer les efforts devrait s'imposer au moment où le Parlement réclame – avec raison – le développement de la formation supérieure et de la recherche avec la mise à disposition des moyens nécessaires. Toutefois, l'évidence et la logique ne produisent pas les effets souhaités. La résignation l'emporte. En 1974 déjà, la Commission Bloch recommandait de se limiter à deux écoles de pharmacie, l'une en Suisse romande et l'autre en Suisse alémanique. Le Conseil fédéral constate que cette proposition n'a pas pu se concrétiser pour des raisons diverses, formule qui nous paraît assez vague. A l'occasion de l'examen du transfert d'un institut de pharmacie à l'Irchel, les organes techniques consultés se prononcent pour le maintien de la pharmacie à l'école polytechnique. Les raisons sont surtout de nature logistique. Cette motivation pratique et l'impossibilité de supprimer dans un court délai la faculté de pharmacie à l'école polytechnique amènent la majorité de notre groupe à accepter, sans enthousiasme, le transfert à l'Irchel et, par conséquent à voter le crédit de 50 millions. Toutefois l'exigence d'une concentration reste posée. S'il est vrai – comme l'affirme le Conseil fédéral – que la Confédération ne peut imposer aux cantons la mise en place d'une faculté de pharmacie, il ressort de la compétence de la Confédération de décider et d'exiger, dans des délais raisonnables, la fermeture de l'école de pharmacie à l'école polytechnique. La tâche nationale de former des pharmaciens dans une école fédérale qui existait en 1855 n'est plus évidente aujourd'hui. La formation en pharmacie devrait, d'autre part, être assurée par une faculté de médecine plutôt que par une école polytechnique. Ce processus de concentration est aussi réclamé par les membres de notre groupe qui sont, en principe, favorables à la solution proposée par le message. L'attitude de notre groupe, d'appuyer la proposition du Conseil fédéral, ne doit donc pas être interprétée comme un aval sine die au maintien de la pharmacie à l'école polytechnique. Notre groupe, sans opposition, est favorable au maintien du postu-

lat Lüchinger qui propose d'abandonner la pharmacie à l'école de Zurich.

Enfin, concernant le crédit de 102 millions à l'Institut de recherche nucléaire de Villigen, le groupe radical prend acte du renvoi proposé par la commission. Nous souhaitons que la Commission de la science et de la recherche et le Parlement soient pleinement informés sur le projet de fusion SIN/EIR et que cette fusion soit concrétisée dans de brefs délais, c'est-à-dire dans le premier semestre 1987. Quand bien même nous aurions à nous prononcer matériellement, nous ne pourrions, de toute façon, suivre ceux dont l'idéologie les conduit à s'opposer à la recherche nucléaire, même dans le cas de cette installation qui n'a absolument rien à voir avec la fusion et les réacteurs. Notre décision définitive concernant ce crédit au SIN découlera donc d'un examen rationnel de ce projet scientifique. Le groupe radical appuie l'arrêt et les propositions de la majorité de la commission.

Mitteilung – Communication

Le président: Avant de poursuivre la discussion j'aimerais vous signaler qu'aujourd'hui, M. Stappung fête son soixantième anniversaire. Je lui présente nos vœux amicaux. (*Applaudissements*)

Frau Segmüller: Lehre und Forschung haben eine zentrale Bedeutung für unser Land, das ist bekannt. Aktuell sind heute insbesondere die Ingenieurwissenschaften. Die CVP ist daher grundsätzlich mit allen Anstrengungen einverstanden, die in dieser Richtung, das heisst heute für die Eidgenössischen Technischen Hochschulen in Lausanne und Zürich unternommen werden. Es gilt ja, der Schweiz in diesen Bereichen die Spitzenposition zu erhalten und zu sichern.

Unbestritten ist aber auch die Notwendigkeit einer inneren Erneuerung, insbesondere der ETH Zürich. Die Strukturreform im Sinne des Berichtes Hayek wird daher von uns ganz besonders unterstützt und gefordert. Die CVP begrüsst ausdrücklich die Entscheide des Bundesrates vom letzten Montag bezüglich der Reform im Bereiche Schulrat und der Unterstellung der Eidgenössischen Hochschulen unter ein Departement. Wir werten dies als positiven ersten Schritt in Richtung einer effizienteren Führungsstruktur, insbesondere bei der ETH Zürich.

Diese neuesten Bundesratsentscheide erleichtern uns daher die Entscheidung über die hier und heute zur Diskussion stehende Vorlage bezüglich des räumlichen Ausbaus der EPF Lausanne und der ETH Zürich. Die CVP-Fraktion dankt Bundespräsident Egli für all seine Bemühungen und richtungweisenden Entscheide im Bereich von Lehre und Forschung, um unsere Hochschulen auf die Höhe der Zeit zu bringen und damit die «Chance Schweiz» im Bildungs- und Forschungsbereich wahrzunehmen.

Nun zu den Detailbeschlüssen. EPF Lausanne: Wir stimmen den Krediten zu. Es handelt sich hier um den folgerichtigen Vollzug des Beschlusses der Verlegung der EPF von Lausanne nach Ecublens. Unser besonderes Interesse gilt aus den erwähnten Gründen dem Informatikgebäude.

Wir begrüssen auch den Bau der Trambahn. Es handelt sich um eine Förderung des öffentlichen Verkehrs, und wir stimmen diesem Vorhaben trotz der hohen Kosten zu. Was wir in Uebereinstimmung mit der Kommission ablehnen, ist der Bau der Parkplätze. Durch das Nichterstellen der Parkplätze soll auch nach unserer Meinung ein Anreiz zum Umsteigen auf den öffentlichen Verkehr geschaffen werden.

Zur ETH Zürich: Wir stimmen der Sanierung der Gebäulichkeiten als einer unumgänglichen Massnahme zu. Es betrifft dies die Detailprojekte Toxikologie, Landwirtschaftsgebäude, Erschliessung des Chemieareals und den Liegenschaftserwerb.

Nun zum schwierigen Problem Pharmazie: Eine Konzentration der Ausbildung der Apotheker in der Schweiz ist – wie bereits dargelegt – ein Erfordernis der Zeit. Sie scheiterte bis anhin am Föderalismus im Bildungswesen. Weder die Universitäten Bern noch Basel können gezwungen werden, ihre Fakultäten aufzugeben oder zusammenzulegen, obwohl es zweckmässig wäre, in der deutschen Schweiz nur noch eine Ausbildungsstätte zu haben. Das ist unbestritten. Nur stimmt die Situation in bezug auf den Kanton Zürich eben gerade nicht. Es gibt an der Universität Zürich keine Abteilung zur Ausbildung von Apothekern. Ich sage das extra mit diesen Worten, denn das, was heute an der Universität gemacht wird, ist eine pharmakologische Ausbildung als Teil des Medizinstudiums. Es kommen dort keine Apotheker, sondern Mediziner heraus. Die Ausbildung der Apotheker in Zürich liegt traditionsgemäss, seit 100 Jahren, bei der ETH, die – nebenbei gesagt – einen Drittel aller Pharmaziestudenten der Schweiz ausbildet.

Es stimmt, dass die Kantone der deutschen Schweiz sich auf einen Ausbildungsplatz einigen sollten. Aber dem Antrag Nebiker können wir nicht zustimmen, dass nämlich der Kanton Zürich, also die Universität, eine Aufgabe übernehmen sollte, die sie bis jetzt gar nicht hatte.

Die ETH kann nicht einfach plötzlich ihre Pforten für die Apothekerausbildung schliessen; denn die Kantone sind nicht bereit, diese Studenten zu übernehmen. Die Kantone – und das muss man auch respektieren – haben andere, vordringlichere Probleme mit dem Ausbau ihrer Universitäten; als Stichwort sei hier nur die Informatikausbildung genannt.

Wir fordern eine vermehrte Anstrengung, die Zusammenarbeit unter den Kantonen zu verstärken in bezug auf die Rationalisierung in der Ausbildung der Apotheker. Im Vordergrund sind hier eher Bern und Basel und nicht der Kanton Zürich anvisiert. Die Zusammenarbeit mit der ETH hingegen soll selbstverständlich gefördert werden.

Aus diesen Gründen stimmen wir der Vorlage, das heisst der Verlegung der Pharmazieabteilung vom Zentrum der ETH auf den Irchel, zu. Das ist sinnvoll, weil dadurch ja nicht ein neues Institut geschaffen wird. Es geht darum, das bisherige Institut zu verlegen und damit diese alte Aufgabe der ETH wahrzunehmen. Die Raumnot im Zentrum zwingt zu diesem Schritt, da Raum geschaffen werden soll für die Ingenieur-ausbildung im Bereich der modernen Technologien.

Der Modus, der ausgeklügelt wurde, nämlich dass die ETH im Stockwerkeigentum Raum auf dem Irchel erwirbt, ist unter den föderalistisch vorgegebenen Voraussetzungen sinnvoll, wenn auch ungewöhnlich. Die CVP stimmt dem nachdrücklich zu. Wir möchten eine Konzentration der Ausbildung der Apotheker in der Schweiz, doch dieser Schritt hier, die Verlegung der Pharmazie auf den Irchel zu verweigern, scheint uns falsch zu sein.

Wir stimmen daher mit der Kommission der Verlegung zu. Zum letzten Punkt: SIN/EIR, Schaffung einer Spallationsneutronenquelle.

In diesem Punkt hier erachten wir die Vorlage als unbefriedigend. Wir haben Kenntnis vom Beschluss des Schulrates, EIR und SIN zusammenlegen zu wollen. Die Zustimmung des Bundesrates ist noch ausstehend. Die CVP verlangt aber ein Konzept über die künftige Struktur und Organisation dieses neuen zusammengelegten Institutes und über die Forschungsziele, bevor sie bereit ist, einer Investition, wie sie die Spallationsneutronenquelle erfordert, zuzustimmen. Wir möchten nicht eine Forschungsrichtung präjudiziert sehen, bevor das ganze sichtbar wird.

Wir stimmen daher in diesem Punkt der Mehrheit der Kommission zu und beantragen Aussetzen dieses Kreditbegehrens, bis das Konzept dieses neuen zusammengelegten Institutes bekannt ist. In diesem Sinne beantrage ich Ihnen Zustimmung zur Vorlage und zu den Mehrheitsbeschlüssen der Kommission.

Ich möchte Herrn Bundespräsident Egli noch einmal für alle seine Bemühungen danken, sehen wir ihn doch heute und in diesem Zusammenhang zum letzten Mal in unserem Saal.

Le président: Le groupe libéral, par la voix de M. Cavadini, nous a communiqué son accord quant à l'entrée en matière sur ces deux arrêtés.

Nous écouterons maintenant des orateurs qui s'expriment à titre individuel.

Künzi: Gestatten Sie mir als Zürcher, mich speziell der Frage der Verlegung des Institutes für Pharmazie anzunehmen. Seit langem wird die Reduktion der Pharmazieschulen in der Schweiz gefordert. Da die moderne Pharmazieausbildung heute längst eine medizinische Disziplin darstellt, wäre die ETH seit längerer Zeit bereit gewesen, die ursprünglich aus der Chemie herausgewachsene Pharmazieausbildung an die Universität Zürich abzutreten. Der Kanton Zürich konnte indessen eine so grosse zusätzliche Belastung seiner ohnehin aus allen Nähten platzenden Hochschule nicht ohne weiteres verantworten. Doch haben die beiden Hochschulen in Zürich, im Zusammenhang mit der Verlegung des pharmakologischen Institutes der Universität auf den Irchel, einmal mehr eine überaus glückliche Lösung des gemeinsamen Vorgehens gefunden. Die Lösung entbehrt auch nicht einer gewissen Originalität, ist doch beabsichtigt, dass der Kanton Zürich auf dem Irchel ein Pharmakologiegebäude errichtet und die Eidgenossenschaft hernach für ihre ETH Zürich, bzw. das Pharmazieinstitut, in diesem Bau des Kantons Stockwerkeigentum erwirbt, wie Sie der Botschaft entnehmen können.

Die beiden Institute der beiden Hochschulen werden unter einem Dach sein, was übrigens in Zürich keine Neuigkeit darstellt. Damit wäre ein weiterer Schritt bester schweizerischer Hochschulkoordination gemacht. Dass man die Pharmazieschule des Bundes an der ETH Zürich nicht mit einem Federstrich, das heisst mit einem Verzicht auf die Kreditvorlage für das neue Pharmazieinstitut auf dem Irchel schliessen sollte, zeigt unter anderem auch der Umstand, dass diese Pharmazieschule mit 30,5 Prozent Studentenanteil die grösste der Schweiz ist. Der Grund dazu dürfte nicht zuletzt in der Qualität dieser Pharmazieschule liegen.

Mit einer Ablehnung dieses Kredites würde man die Zahl der Pharmazieschulen in keiner Weise beeinflussen. Dagegen würde man die Raumnot der ETH Zürich im Stadtzentrum dramatisch vergrössern. Damit ist gesagt, dass man mit dieser Institutverlegung Luft im hoffnungslos überlasteten ETH-Zentrum schafft. Das Institut ist heute an drei Standorten und zum Teil in Provisorien untergebracht.

Eine bedarfsgerechte Sanierung des Institutes im ETH-Zentrum würde kaum lösbare Probleme stellen und die ETH Zürich angesichts der Ueberlastung des Zentrums wieder zu Provisorien und zum Mieten von Räumlichkeiten in der ganzen Stadt zwingen, was man aus städtebaulichen und auch Kostengründen unbedingt vermeiden sollte.

Ich hoffe, dass Sie dieser Vorlage zustimmen. Man muss ihr rasch zustimmen, denn sonst können wir in Zürich im Zusammenhang mit der dritten Etappe des Ausbaus auf dem Irchel nicht weiterfahren. Mit der Verlegung des Pharmazieinstitutes ist hinsichtlich der Pharmazeutenausbildung in der Schweiz nichts präjudiziert, jedoch für eine sinnvolle Hochschulkoordination viel erreicht. Ich bitte Sie, der Vorlage zuzustimmen, vor allem auch dem Teil des Pharmazieinstitutes.

M. Perey: Au cours des travaux concernant les crédits qui nous occupent, la majorité de la commission a décidé de biffer le crédit de 3,09 millions prévu pour la construction de places de parc couvertes à proximité de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne.

M. Egli, président de la Confédération, s'étant déclaré d'accord quant à ce retrait, je ne ferai pas de proposition contraire, mais je tiens toutefois à préciser quelques faits. C'est à tort que les commissaires ont lié la nécessité de ces places de parc avec la construction du nouveau tramway. L'arrivée du TSOL ne pourra supprimer entièrement la circulation automobile.

Il faut savoir également que les places de parc existantes ne sont, en partie, que provisoires. Le respect des exigences

des autorités communales, spécialement de celles d'Ecu-blens, dont le village domine le site de Dorigny, celui de l'environnement ne sauraient supporter indéfiniment un parking en surface qui l'enlaidirait. La valeur du sol et la beauté du site méritent mieux qu'une exposition à ciel ouvert de voitures.

Le retrait de ce projet est basé sur un malentendu et il ne règle rien. Il faudra, à court terme, reprendre ce problème. C'est dans cet esprit seulement que je me rallie à la décision de la majorité de la commission.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

A. Bundesbeschluss über Bauvorhaben der Eidgenössischen Technischen Hochschulen (ETH) und des Schweizerischen Instituts für Nuklearforschung (SIN)

Arrêté fédéral concernant des projets de constructions des Ecoles polytechniques fédérales (EPF) et de l'Institut suisse de recherches nucléaires (SIN)

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

Mehrheit

.... im Totalbetrag von 392 215 000 Franken:

a. 381 080 000 Franken

Minderheit

(Nebiker, Berger, Euler, Giudici, Hofmann, Longet, Mauch, Ruffy, Stamm Walter, Uchtenhagen)

.... im Totalbetrag von 341 615 000 Franken:

a. 330 480 000 Franken

Art. 1

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2

Majorité

.... montant total de 392 215 000 francs, ...

a. 381 080 000 francs

Minorité

(Nebiker, Berger, Euler, Giudici, Hofmann, Longet, Mauch, Ruffy, Stamm Walter, Uchtenhagen)

.... montant total de 341 615 000 francs, ...

a. 330 480 000 francs

Landolt, Berichterstatter: Im Artikel 1 haben wir den Antrag, die Abteilung für Pharmazie an ihrem heutigen Standort zu belassen. Es haben sich dazu die Herren Ruffy, Hofmann und andere geäussert. Herr Ruffy hat insbesondere davon gesprochen, dass wir einen bestehenden, unbefriedigenden Zustand zementieren, wenn wir diesen Kredit von 50 Millionen Franken für die Verlegung der Pharmazie bewilligen. Herr Hofmann hat gefordert, dass ein Schritt zur Konzentration getan werden soll. Ihm ist im übrigen zu sagen, dass durch den Bericht Bloch die Ausbildung als solche neu geregelt wurde. Das haben wir im Parlament mit der neuen Ausbildungsordnung der Pharmazeuten bestätigt und geregelt. Aber die Forderung nach Konzentration ist nicht verwirklicht worden. Wenn wir heute mit 50 Millionen Franken

die Verlegung auf das Areal der Universität in der dritten Ausbauphase der Universität Zürich bewilligen, dann tun wir gerade, was Herr Hofmann fordert. Wir konsolidieren nicht einen *Status quo*, wie das Herr Ruffy befürchtet, sondern wir legen die Pharmazie mit dem Pharmakologie-Institut der Medizinischen Fakultät der Universität Zürich zusammen. Wenn Herr Mühlemann davon gesprochen hat, dass die Informatik und die technischen Wissenschaften an der ETH Zürich im Zentrum nicht optimal durchgeführt werden können, dann ist eben gerade auch wieder die Abteilung Pharmazie, die im Zentrum der ETH Zürich liegt, ein Hindernis für die bessere Zusammenlegung aller technischen Wissenschaften im Zentrum der ETH in Zürich. Die Verlegung der Pharmazie auf das Areal der Universität hilft mit, die Verhältnisse in den technischen Wissenschaften zu verbessern, wie das in Lausanne nun optimal oder sogar maximal der Fall ist.

Im übrigen möchte auch ich, weil ja seit dem Eintreten zehn Tage vergangen sind, dem Herrn Bundespräsidenten bestens danken für das, was an der letzten Bundesratssitzung beschlossen wurde. In unserer Kommission sind wir uns bewusst, dass Schwierigkeiten zwischen unserer Kommission, der GPK und der Finanzkommission bestehen, wie ich beim Eintreten erwähnte und an die heute insbesondere Herr Ruffy erinnert hat. Wir sind erfreut darüber, wie das Herr Mühlemann betont hat, dass nun ein ETH-Gesetz auf dem besten Weg der Verwirklichung ist.

Ich bitte Sie dringend, im Interesse der technischen Wissenschaften an der ETH und im Interesse der zukünftigen möglichen Konzentration des Pharmaziestudiums in Zürich der Verlegung der Abteilung Pharmazie auf das Areal Irchel zuzustimmen.

M. Cavadini, rapporteur: Le débat d'entrée en matière n'appelle pas de remarques particulières puisqu'ici et là sont apparues des propositions, des recommandations, mais aucune opposition aux projets qui nous sont soumis, à une exception pourtant, et de taille, la question du transfert de l'institut de pharmacie au site de l'Irchel: je me permets de commenter et de développer un peu ce thème.

Le transfert, sur le site de l'Irchel, de l'institut de pharmacie de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich témoigne très exactement de l'ambiguïté et des équivoques qui pèsent souvent sur notre politique universitaire. Nous avons entendu, en particulier dans l'intervention de M. Hofmann, mais aussi dans celle de M. Ruffy, un certain nombre de remarques qui ne nous paraissent pas être le reflet de la réalité. Il n'y a pas subordination d'une politique universitaire cantonale à une politique universitaire fédérale. Il y a complémentarité, communauté de tâches. M. Hofmann, par exemple, l'a répété: la Confédération peut parfaitement – et c'est un discours que l'on entendra encore tout à l'heure – par le raccourcissement des subventions, contraindre l'Ecole polytechnique fédérale à se défaire de l'institut de pharmacie et à en faire remise à l'université de Zurich. C'est à la fois une faute et une provocation qui nous paraissent inutiles. Il n'y pas sujétion et nous souhaitons rappeler que les cantons universitaires assument le 85 pour cent des frais de fonctionnement de leurs universités, et cela à une époque où l'on imaginait – c'était au temps du conseiller fédéral Tschudi – que la Confédération devrait prendre en compte le quart de ces dépenses, les cantons en gardant les trois quarts. Or, aujourd'hui, la pente est inverse.

La Confédération, donc, ne souhaiterait pas conserver cet institut de pharmacie et le remettrait à un canton. Il se trouve que le canton n'en veut pas. On ne peut pas simplement refuser cette proposition sans en présenter une autre. Or, nous n'en avons entendu aucune. On nous dit simplement: «En refusant le crédit de 50,6 millions, on contraindra les cantons à s'entendre sur une politique cohérente en matière de pharmacie». C'est tout simplement une impossibilité puisqu'aujourd'hui cet institut est de nature fédérale. L'exigence de cette concentration devrait au moins appeler une compensation, c'est-à-dire qu'il y ait un équilibre qui soit garanti et maintenu. Or, on ne nous a rien proposé.

Le deuxième argument, qui est encore plus fort, montre qu'un refus de ce crédit de 50,6 millions ne contribue en aucune manière à favoriser l'Ecole polytechnique fédérale dans son développement. N'imaginons pas que l'on pourrait simplement se défaire de l'institut de pharmacie. Si le canton n'en veut pas, l'institut resterait encore au centre de la ville de Zurich, et on interdirait la collaboration avec l'institut de pharmacologie de cette même université et qui se trouve à l'Irchel. On empêche ainsi le développement cohérent de l'informatique, de la mécanique et de l'électricité dans le cadre de notre haute école. Non seulement le refus n'est pas une solution, mais il compromet le développement de l'avenir de l'Ecole polytechnique fédérale dont on dit vouloir le meilleur épanouissement.

Enfin, le 35 pour cent des étudiants en pharmacie se trouvent à l'institut de l'Ecole polytechnique fédérale. Ne pas accorder le crédit confirme simplement le fait que ces étudiants-là resteront où ils sont, sans dégageant possible à Bâle ou à Berne. Je voudrais rappeler, une fois encore, que ce n'est pas, dans un premier temps, le canton de Zurich qui a refusé une discussion sur l'institut de pharmacie, c'est le Grand Conseil bâlois qui avait rejeté la solution de la Commission Bloch d'une concentration des étudiants en pharmacie sur un seul institut alémanique. Ne croyons pas que le refus de ce crédit amènerait les Lausannois et le Genevois à fusionner leur institut de pharmacie simplement par esprit de symétrie et pour faire plaisir à d'autres instituts universitaires.

Voilà pourquoi nous affirmons que le dégageant sur le site de l'Irchel est une bonne solution, ou en tout cas la moins mauvaise de celles qui puissent être envisagées. En effet, ne disons pas qu'une courte étude peut être conduite en quelques années, qui nous permettrait, d'ici 1990, de trouver une solution de substitution. Ce n'est tout simplement pas réaliste, un renvoi ou un refus contribue à reporter d'une quinzaine d'années une solution qui permet aujourd'hui un dénouement.

Nebiker, Sprecher der Minderheit: Mit dem Antrag der Kommissionsminderheit zu Artikel 1 Absatz 2 soll der Totalbetrag der Objektkredite um 50,6 Millionen Franken reduziert werden. Gemäss Objektverzeichnis geht es darum, die vorgesehene Verlegung des Institutes für Pharmazie in einen Neubau auf dem Irchel-Areal der Universität Zürich an den Bundesrat zurückzuweisen.

Der Antrag unterlag in der Kommission äusserst knapp. Interessanterweise hat dann schliesslich die Mehrheit der anwesenden Kommissionsmitglieder den Minderheitsantrag unterzeichnet. Der Entscheid zugunsten des Bundesrates kam nur dank dem Stichentscheid des Präsidenten zustande, der als geschätzter Apotheker von Zürich nicht anders konnte.

Mit dem Rückweisungsantrag an den Bundesrat stellen wir uns keineswegs gegen die Pharmazieausbildung. Es geht vielmehr darum, Druck auf die zuständigen Instanzen auszuüben und dem Bundesrat den Rücken zu stärken, dass endlich die Koordination und Schwerpunktbildung in der Pharmazieausbildung der Schweiz vorangetrieben wird. Leider haben wir als Parlament keine anderen Möglichkeiten, unseren Einfluss geltend zu machen, als wie heute bei Kreditvorlagen.

Gegenwärtig studieren rund 1500 junge Leute Pharmazie, und zwar an fünf Hochschulen: Genf, Lausanne, Bern, Basel und an der ETH Zürich, nicht an der Universität Zürich. Die ETH Zürich hat den grössten Anteil, nämlich rund 30 Prozent der Pharmaziestudenten. Schon lange wurde erkannt, dass fünf Hochschulen in der Schweiz für die Pharmazieausbildung zuviel sind. Die 1971 eingesetzte Eidgenössische Kommission zur Reform des Pharmaziestudiums, die Kommission Bloch, hat dementsprechend die Konzentration auf je eine Pharmaziehochschule im französischen und deutschen Sprachraum empfohlen. Die Hochschulkonferenz hat sich 1974 teilweise dieser Empfehlung angeschlossen. Sie hat eine Schule in der welschen Schweiz und zwei Schulen in der deutschen Schweiz, nämlich ETHZ und die Universität

Bern, vorgeschlagen. Basel und Genf haben abgelehnt, ihre Pharmaziefakultäten aufzuheben. Der Schweizerische Wissenschaftsrat und die Schweizerische Hochschulkonferenz haben deshalb resigniert.

Sie erachten es als unmöglich, die sachlich richtige Schwerpunktbildung bei der Pharmazieausbildung durchzusetzen und empfehlen dem Bundesrat, die Pharmazieausbildung an der ETH beizubehalten. Die Platzverhältnisse an der ETH führten dann zum Antrag in der vorliegenden Botschaft, auf dem Irchel im Stockwerkeigentum innerhalb des Geländes der Universität Zürich Räume für einen Teil des Pharmaziestudiums zu schaffen. Unter den gegebenen Rahmenbedingungen sei dies das Beste, wurde uns in der Kommissionsberatung erläutert. Man kann aber auch Rahmenbedingungen ändern.

Auch im Bereich der Hochschulen, der Wissenschaft und Forschung muss ein Optimum angestrebt werden. Dies ist beim heutigen technischen und personellen Aufwand in zu kleinen Instituten nicht möglich. Schwerpunktbildung sollte aber nicht nur ein Schlagwort bleiben. Die sachlich als richtig erkannte Konzentration in der Ausbildung muss realisiert werden. Es ist auch den Pharmaziestudenten zumutbar, ihre Studien an zwei oder drei Hochschulen in der Schweiz zu absolvieren. Für wesentlich grössere Fachrichtungen, zum Beispiel für die Ingenieurausbildung, stehen auch nur ein oder zwei Institute in der Schweiz zur Verfügung.

Bei aller Achtung vor der kantonalen Souveränität im Bildungswesen ist diese Schwerpunktbildung im Interesse der Qualität der Ausbildung als notwendig durchzusetzen. Es geht auch um eine sinnvolle Arbeitsteilung unter den Kantonen und zwischen den Universitäten und der ETH. Wenn wir dem Kredit gemäss Botschaft zustimmen, bleibt wahrscheinlich alles beim alten. Man hat geredet und geredet und Expertenkommissionen eingesetzt, neue Sachzwänge geschaffen, man hat sogar entsprechende Beschlüsse gefasst, aber diese nicht realisiert. Es braucht offenbar etwas Druck seitens des Parlamentes.

Das Problem ist relativ einfach. Grundsätzlich stehen zwei Wege offen: Entweder verzichten zwei oder drei Kantone auf die Pharmazieausbildung an ihren Universitäten, und das Pharmaziestudium bleibt an der ETH, oder die ETH schliesst ihre Abteilung Pharmazie. Dann ist die Investition von 50 Millionen Franken, wie heute vorgeschlagen, für die ETH nicht notwendig, und das Pharmaziestudium wäre dann eine rein kantonale Angelegenheit.

Es ist doch interessant festzustellen, dass sich alle Hochschulkantone ständig über die Kosten ihrer Hochschulen beschweren, sich aber nicht zu einer Koordination zusammenfinden, um diese Schulen zu entlasten. Wenn – wie es die Kommissionsminderheit will – nun die Kantone, beispielsweise Basel und Genf, dazu kämen, ihre Pharmazieabteilungen zu schliessen, wäre es durchaus richtig, dass das Projekt wie vorgesehen an der ETH durchgezogen würde. Wenn sich nun aber die Kantone nicht einigen können, wenn alle Kantone wie bisher die Pharmazieausbildung beibehalten wollen, muss eben der Bund seine Pharmazieabteilung an der ETH schliessen. Die ETH wäre auch ohne die Pharmazieabteilung gross genug, und sie hätte gewiss genügend Aufgaben zu erfüllen, gerade wenn man an die neuen Aufgaben wie die Informatik-Ausbildung denkt.

Die vorgesehene Lösung des Stockwerkeigentums auf dem Irchel innerhalb des Areals der Universität Zürich ist ohnehin etwas eigenartig. Das ETH-Institut wird baulich und organisatorisch in die Universität Zürich integriert. Man verflucht ein ETH-Institut und ein Uni-Institut, ohne jedoch den ganzen Schritt zu tun, den Schritt zur Universität Zürich beispielsweise.

Ich ersuche Sie also im Namen der Kommissionsminderheit, dem Streichungs- beziehungsweise Rückweisungsantrag zuzustimmen.

Es geht, wie gesagt, nicht gegen das Pharmaziestudium an sich. Es geht auch nicht gegen den Bundesrat, zuallerletzt gegen Sie, Herr Bundespräsident Egli. Ich bedaure es eigentlich, dass ich diesen Antrag machen muss, aber Sie

können beruhigt sein, Ihr Nachfolger muss ja dann die Suppe auslöffeln, die wir allenfalls hier einbrocken.

Es geht vielmehr darum, nun ein Zeichen zu setzen, um die Koordination und die Bildung von Schwerpunkten innerhalb des ganzen Hochschulbereiches voranzubringen.

M. Ruffy: Après les propos de M. Cavadini, je tiens à préciser ceci. Je n'ai jamais parlé de subordination mais de coordination. Or, tout ce que vient de dire M. Nebiker prouve que nous avons été dans l'incapacité de coordonner les efforts dans l'enseignement de la pharmacie au niveau suisse. Il faut donc reconnaître cet échec. Que ceux qui, aujourd'hui, veulent voter le crédit pour le déplacement de l'école de pharmacie rattachée à l'Ecole polytechnique fédérale au site de l'Irchel le fassent en sachant simplement qu'ils consolident une situation qui est critiquée depuis plus de 15 ans. Désormais, je souhaiterais pour ma part que l'on ne revienne plus ici parler de coordination de l'enseignement en matière de pharmacie car véritablement l'échec serait consommé. Il faut être conséquent: dorénavant ce sujet ne devra plus être abordé ici et je souhaiterais aussi que l'on dissolve la commission qui travaille encore aujourd'hui à la rationalisation de l'enseignement de la pharmacie.

Bonny: Ich möchte Sie einladen, den Antrag von Herrn Kollege Nebiker abzulehnen. Das aus folgenden Gründen: Wir sind – das kam auch in der Kommission zum Ausdruck – durchaus nicht abgeneigt, dass eine Konzentration auf dem Gebiete des Pharmakologie-Studiums stattfindet. Wir haben heute fünf Institute, und es ist sicher durchaus denkbar, dass man schliesslich dazu kommt, ein Institut in der Westschweiz und zwei in der deutschen Schweiz einzurichten. Aber ich glaube, dass der Antrag von Herrn Nebiker auf eine Demonstration am falschen Objekt hinausläuft.

Es ist heute so, dass 30 bis 35 Prozent der schweizerischen Pharmaziestudenten ihr Studium in Zürich an der ETH absolvieren; ich glaube, es wäre wirklich nicht sehr logisch, wenn wir ausgerechnet dort mit Konzentrationsbestrebungen anfangen, wo wir am meisten Studenten haben.

Es gibt auch andere Gründe, die eindeutig gegen den Antrag Nebiker und für den Vorschlag des Bundesrates und der Kommissionsmehrheit sprechen. Im übrigen weiss auch Herr Nebiker, dass dieser knappe Beschluss in der Kommission bei nicht allzu guter Besetzung stattfand. Zu entscheiden war eigentlich zwischen Höggerberg und Irchel. Hier muss ich sagen, dass eindeutig der Lösung Irchel der Vorzug zu geben ist, und zwar erstens einmal, weil doch ein Vorteil darin liegt, dass die Pharmazie-Abteilung in die Nähe des Medizinstudiums der Universität Zürich zu liegen kommt und zweitens – deshalb scheint mir dieser Streichungsantrag ein Eigengoal zu sein –, weil wir mit einer Installierung auf dem Höggerberg den Ingenieurwissenschaften Platz wegnehmen würden. Gerade auf die Ingenieurwissenschaften aber haben wir hier in diesem Rat ein ganz deutliches Schwergewicht gelegt.

Die einzige Konsequenz des Antrages von Herrn Nebiker wäre gleichsam eine Strafaktion gegenüber einer andern klassischen Disziplin der ETH. Wenn wir konsequent sein und diese Konzentrationsbestrebung unterstützen möchten, müsste Herr Nebiker den Mut haben, beispielsweise dort, wo er das Pharmaziestudium einschränken will, die Subventionen zu kürzen. Das wäre die logische Konsequenz, aber nicht ein Antrag, der dazu führt, dass erstens der Studienort mit der grössten Studentenzahl bestraft wird, und der sich zweitens gegen das falsche Objekt richtet.

In dem Sinne bitte ich Sie, nach gründlicher Abklärung, diesem Antrag nicht stattzugeben und den Antrag der Kommissionsmehrheit und des Bundesrates zu unterstützen.

Lüchinger: Eine im Auftrage des Departements des Innern unter Vorsitz von Professor Bloch arbeitende Expertenkommission hat im Jahre 1972 festgestellt, dass man die Pharmazie konzentrieren soll, dass je eine Hochschule in der deutschen und in der französischen Schweiz genügen würde. Sie haben das schon mehrfach gehört. Man hat dann in der

Folge geplant, die Pharmazie an der Universität Basel aufzuheben und mit der Pharmazie an der ETH zusammenzulegen. Die Verlegung war vertraglich fixfertig geregelt und vorbereitet, als sich in Basel plötzlich eine politische Opposition meldete und die ganze Aktion torpedierte.

Die Notwendigkeit einer Konzentration der Pharmazie ist nach wie vor gegeben. Angesichts der steil ansteigenden Kosten in den Bereichen Unterricht und Forschung sind wir auf Rationalisierungsmassnahmen im Hochschulwesen angewiesen. Dies ist um so unerlässlicher, als sich ja immer neue Technologien, neue Aufgaben stellen, die den Einsatz zusätzlicher Mittel an Geld und Personal fordern. Wir können nicht endlos in neue Bereiche der Lehre und Forschung expandieren, ohne in den traditionellen Bereichen Rationalisierungsmassnahmen zu ergreifen.

In der Botschaft wird erklärt, dass der Wissenschaftsrat einer Verlegung der Pharmazie von der ETH auf den Irchel zugestimmt habe. Das ist richtig. Aber der Wissenschaftsrat hat in seiner gründlichen Stellungnahme vom Dezember 1984 auch festgestellt, dass die Wünschbarkeit einer Konzentration der Pharmazie nach wie vor gegeben sei. Ich zitiere aus dem Bericht: «Zusammenfassend lässt sich folgern: Das Problem einer rationellen Verwendung der verfügbaren Mittel ist auch und gerade unter den gegenwärtigen wirtschaftlichen und finanzpolitischen Vorzeichen sowie den neu auf die Hochschule zukommenden Aufgaben andererseits wieder oder noch sehr aktuell.» Genau das also, was ich vorher erwähnt habe.

Es ist auch so, dass sich die Pharmazie mit der Revision der Prüfungsvorschriften stärker an die Medizin angenähert hat. Der Wissenschaftsrat hat deshalb in der gleichen Schrift vom Dezember 1984 die Frage aufgeworfen, ob es überhaupt noch richtig ist, dass Pharmazie an einer Hochschule gelehrt werden kann, welche keine Medizin führt. Der Schweizerische Apothekerverein hat im November eine neue Standesordnung herausgegeben. Darin wird die Pflicht des Apothekers zur Beratung des Patienten in den Vordergrund gestellt. Auch das spricht doch für eine engere Zusammenarbeit zwischen Pharmazie und Medizin.

Im Grunde vollzieht die Vorlage diese Annäherung. Die Pharmazie der ETH soll ja örtlich in den Bereich der Pharmazeutischen Fakultät der Universität Zürich auf den Irchel verlegt werden. Aber das ist eben nur ein halber Schritt. Man müsste konsequent sein und die Aufgabe ganz an die Universität Zürich übertragen, und gleichzeitig müsste man den Konzentrationsprozess endlich einmal durchführen. Ich gebe zu, dass man das auch in einem zweiten Schritt tun könnte, aber nach vierzehn Jahren Bemühungen ohne jeden Erfolg fehlt mir einfach das Vertrauen.

Ich habe am 26. September 1984 ein Postulat zu dieser Frage eingereicht. Ich wurde dazu auch vom Rektor der Universität Zürich ermuntert, der ebenfalls der Meinung ist, dass je ein Pharmazie-Institut in der deutschen und in der französischen Schweiz genügen würde. Ich stelle fest, dass die Leitung der ETH Zürich einverstanden war, die Pharmazie an der ETH aufzuheben, und ich erinnere daran, dass beim seinerzeitigen Projekt Basel die Hochschulbehörden auch einverstanden waren. Wir stellen also gesamthaft fest, dass bei den verantwortlichen Leitungsorganen der Hochschulen der Wille zur Rationalisierung vorhanden ist, nicht aber bei den politischen Behörden. Das beschäftigt mich und gibt mir zu denken. Darum stimme ich für den Antrag der Minderheit Nebiker. Wenn Sie aber der Mehrheit zustimmen, so bitte ich Sie, auf jeden Fall mein Postulat stehenzulassen, denn die Aufgabe ist in keiner Weise gelöst. Sie muss auf den Tisch des neuen Vorstehers des Departement des Innern gelegt werden.

Cincera: Ich bitte Sie, den Antrag Nebiker abzulehnen. Manchmal sind halbe Schritte besser als keine Schritte. Wenn man schon von Schwerpunktbildung spricht, sollte man sie dort tun, wo das praktisch geht, und das kann man jetzt bei dieser Zusammenlegung der Pharmakologie der Universität Zürich mit dem Pharmaziestudium der ETH auf dem Gelände der Universität tun. Es gibt mindestens zwei

Partner, die davon sehr deutlich profitieren. Das sind erstens einmal die Studenten, die durch diese praktische Lösung konzentriert – eben mit dieser Schwergewichtsbildung – studieren können, zwar an der ETH, aber auf dem Gelände der Universität Zürich. Zweitens profitiert die ETH davon, denn sie erhält damit die dringend benötigten Räume für den Ausbau der Informatik. Im Grunde genommen ist der Ablehnungsantrag unlogisch, denn man macht praktisch das, was man anstrebt, nur nicht mit dem richtigen Organigramm. Man nimmt nichts vorweg. Durch diese Lösung ist überhaupt nichts präjudiziert, was irgendeiner späteren Konzentrationslösung im Wege stehen würde. Der Kanton Zürich ist nicht bereit, das Pharmaziestudium zu übernehmen. Er ist aber bereit, auf dem Gelände der Universität der ETH die nötigen Räumlichkeiten zur Verfügung zu stellen. Diese Offerte läuft Ende Dezember 1987 ab. Wir müssen also heute entscheiden, weil auch der Kantonsrat von Zürich sich dann mit diesem Geschäft befassen muss. Der Ständerat hat ja zugestimmt, und ich bitte Sie, dieser Vorlage ebenfalls zuzustimmen.

Landolt, Berichterstatter: Ich will nicht wiederholen, was im Eintreten und während der letzten Stunden von den Herren Nebiker und anderen über die Kommission Bloch gesagt wurde. Aber es ist natürlich nicht so, wie Herr Nebiker behauptet, dass alles beim alten bleibt; wir beginnen mit der Verlegung dieser Abteilung für Pharmazie vielmehr etwas Neues. Damit erreichen wir gerade, was Herr Lüchinger wünscht, nämlich eine Integration von Pharmakologie, Toxikologie und Pharmazie oben auf dem Irchel. Auf diese Art und Weise wird – um noch einmal das Zitat von Herrn Lüchinger zu wiederholen – auch ein Schritt zur Rationalisierung getan, und die erste Hälfte dieses Schrittes, den Herr Lüchinger früher oder später erwartet, wird damit getan, dass dieser Verlegung der Abteilung für Pharmazie hier und heute zugestimmt wird, wie dies auch schon der Ständerat getan hat. Herr Kollege Nebiker weiss ganz genau, mit welcher Akribie die Kantone ihre Autonomie in Erziehung und Schule verteidigen. Er muss sich deshalb bewusst sein, dass er mit der Statuierung eines Exempels gegenüber der Erziehungsdirektion und der Regierung des Kantons Zürich nichts erreicht. Mit einer Ablehnung würde nur die Entwicklung der Ingenieurwissenschaften an der ETH Zürich behindern, wie das die Herren Bonny und Cavadini gesagt haben. Ich bitte Sie, dem Kredit zur Verlegung der Abteilung für Pharmazie zuzustimmen.

M. Cavadini, rapporteur: M. Ruffy nous a dit tout à l'heure que les cantons se plaignaient des coûts universitaires qu'ils doivent supporter, M. Lüchinger l'a répété. Par conséquent, en rationalisant les études de pharmacie, grâce à une concentration, on va pouvoir réaliser des économies. Il y a, à tout le moins, un paradoxe quant aux économies que les cantons pourraient faire lorsqu'on leur remettra 535 étudiants en pharmacie que la Confédération ne voudrait plus former. Cela paraît assez surprenant et l'économie n'est pas évidente.

Peut-on rappeler enfin que le refus du crédit ne fait qu'ancrer un statu quo dont chacun ici s'accorde à dire qu'il est inacceptable. C'est un demi-pas en faveur de la pharmacie, certes, mais c'est un pas que l'on fait pour l'Ecole polytechnique fédérale dans le domaine de l'informatique et dans celui de la mécanique. Le refus du crédit ne ferait que prolonger une situation pénible, les frais de formation de ces étudiants en pharmacie restent à la charge de la Confédération, dans des conditions très difficiles, tout en compromettant le développement de l'EPFZ. La démarche est contestable, qui consiste à vouloir punir les cantons en rationnant la Confédération.

Bundespräsident Egli: Da ich keine Gelegenheit hatte, zum Eintreten zu sprechen, möchte ich noch zwei Punkte nachholen:

1. Der Streichung der Parkplätze im Betrage von 3,09 Millionen Franken stimmt der Bundesrat zu. Er möchte damit

ebenfalls einen Beitrag leisten zum Umstieg vom Privatverkehr auf die öffentlichen Verkehrsmittel.

2. Zur Zurückstellung der Position im Betrage von 32,58 Millionen Franken für die Neutronenspallationsquelle: Die Fachleute sichern uns zu, dass diese Anlage ohne Rücksicht auf das künftige Schicksal der beiden Institute EIR und SIN nötig ist.

Es wurde Ihnen bereits mitgeteilt, dass der Schulrat beschlossen hat, diese beiden Institute zusammenzulegen; er hat eine Projektgruppe eingesetzt, um diese Zusammenlegung durchzuführen. Der Bundesrat hat einstweilen lediglich von der Absicht des Schulrates Kenntnis genommen, aber beschlossen, dass der Schulrat ihm vorerst das Konzept dieses künftigen fusionierten Institutes vorlegen solle. Ich habe daher einiges Verständnis für Ihre Kommission, wenn auch sie dieses Konzept abwarten möchte, bevor sie die Neutronenspallationsquelle bewilligt. Wir stimmen also zu, dass diese Position zurückgestellt wird. Wir wären Ihnen aber dankbar, wenn Sie sie bei nächster Gelegenheit behandeln würden.

Zur Frage der Pharmazie: Wie gesagt, kann heute in Basel, Bern, Lausanne, Genf und an der ETH Zürich Pharmazie studiert werden. An der ETH Zürich studiert etwa ein Drittel aller Pharmaziestudenten. Seit anderthalb Jahrzehnten wird ohne sichtlichen Erfolg über eine Konzentration des Pharmaziestudiums diskutiert. Es wurde ursprünglich eine Konzentration angestrebt mit einer Schule in der deutschen und einer Schule in der welschen Schweiz. Aber aus politischen Gründen kam eine solche Konzentration nicht zustande. Insbesondere weigert sich der Regierungsrat des Kantons Zürich aus verständlichen Gründen beharrlich, diese Pharmazieschule von der ETH zu übernehmen, hat doch die ETH diese Schule nun seit ihrer Gründung in der Mitte des letzten Jahrhunderts betrieben.

Ich erinnere Sie daran, dass die Kantone auch bezüglich ihrer Hochschulen die volle Schulhoheit geniessen, dass der Bund keine Möglichkeit hat, einem Kanton vorzuschreiben, welche Disziplinen an einer Hochschule gepflegt oder gestrichen werden sollen. Der Schweizerische Wissenschaftsrat und die Schweizerische Hochschulkonferenz haben folgendes Konzept entwickelt: Erstens die Beibehaltung der Pharmazieschule bei der ETHZ, zweitens eine möglichst intensive Zusammenarbeit zwischen der ETH und der Universität Zürich in bezug auf das Pharmaziestudium (Pharmakologie) und drittens nach Möglichkeit eine Zusammenlegung der Schulen Basel und Bern einerseits sowie Lausanne und Genf andererseits.

Herr Nebiker, wenn Sie uns den Rücken stärken wollen, erreichen Sie damit eigentlich gar nichts anderes, als dass möglicherweise die beiden Schulen im Welschland und die beiden übrigen Schulen an den Universitäten in der deutschen Schweiz zusammengeschlossen werden. Aber die ETH-Schule wird – nach dem heutigen Konzept – nach wie vor bestehen bleiben. Selbst wenn in Zürich eine Aenderung eintreten würde und der Regierungsrat sich doch noch entschliessen sollte, diese Schule zu übernehmen, stünde die jetzt von der ETH zu bauende Pharmazie an der richtigen Stelle, nämlich innerhalb des Universitätsareals Irchel des Kantons Zürich.

Auch entspricht diese Lösung durchaus praktischen Bedürfnissen:

1. sind die heutigen Pharmazieräume ungenügend und die Labors genügen den Sicherheitsvorschriften nicht mehr.
2. kann bei einer Entfernung der Pharmazieschule aus den bisherigen Räumlichkeiten Platz geschaffen werden für die Erweiterung der Räume für die Informatik.
3. können gewisse Lehrstunden für Pharmazie- und Medizinstudenten auf dem Irchel zusammengelegt werden. Schliesslich: Mit der Erstellung des Pharmazieinstituts am Irchel ist eine Lösung Zürich nicht verbaut. Im Gegenteil, wie bereits erwähnt, stünde sie dann am richtigen Ort. Aber es ist undenkbar, dass unter den heutigen Umständen die ETH Zürich die Pharmazieschule aufgeben kann. Ich bitte Sie, der Mehrheit zuzustimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	90 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	38 Stimmen

Art. 2, 3

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates
Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Anhang 1 – Appendice 1

ETH Lausanne

Antrag der Kommission
Zweite Etappe der Verlegung nach Ecublens, dritter Teilkredit

	Fr. 218 110 000
--	-----------------

EPF de Lausanne

Proposition de la commission
Deuxième étape du transfert à Ecublens, troisième crédit partiel

	Fr. 218 110 000
--	-----------------

Angenommen – Adopté

ETH Zürich

Antrag der Kommission
Mehrheit
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates
Minderheit
(Nebiker, Berger, Euler, Giudici, Hofmann, Longet, Mauch, Ruffy, Stamm Walter, Uchtenhagen)
Verlegung des Instituts für Pharmazie
Streichen (= Rückweisung)

EPF de Zurich

Proposition de la commission
Majorité
Adhérer à la décision du Conseil des Etats
Minorité
(Nebiker, Berger, Euler, Giudici, Hofmann, Longet, Mauch, Ruffy, Stamm Walter, Uchtenhagen)
Transfert de l'institut de pharmacie
Biffer (= Renvoi)

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

SIN Villigen

Antrag der Kommission
Streichen (= Zurückstellung)

SIN Villigen

Proposition de la commission
Biffer (= Renvoi)

Angenommen – Adopté

Total neue Objektkredite

Antrag der Kommission
Mehrheit
Fr. 381 080 000
Minderheit
Fr. 330 480 000

Total nouveaux crédits d'ouvrage

Proposition de la commission
Majorité
Fr. 381 080 000
Minorité
Fr. 330 480 000

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit
Adopté selon la proposition de la majorité

Anhang 2 – Appendice 2

Total Zusatzkreditbegehren
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Total crédits additionnels
Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 112 Stimmen
(Einstimmigkeit)

Abschreibung – Classement

Le président: Le Conseil fédéral propose de classer le postulat de M. Lüchinger, du 14 décembre 1984.

Lüchinger: Ich beantrage Ihnen, mindestens mein Postulat stehenzulassen, denn das Problem der Konzentration ist noch nicht gelöst. Mein Postulat strebt an, dass die Pharmazie einmal von den Universitäten allein übernommen wird, weil sie dann mit der Medizin verbunden werden kann. Ich bitte Sie also im Interesse des anzustrebenden Konzentrationsprozesses, mein Postulat stehenzulassen.

Landolt, Berichterstatter: Ich möchte Ihnen in einem einzigen Satz bekanntgeben, dass unsere Kommission einstimmig beschlossen hat, das Postulat Lüchinger abzuschreiben.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission 17 Stimmen
Für den Antrag Lüchinger 38 Stimmen

B. Bundesbeschluss über die Erteilung einer Konzession für die neue Trambahn Lausanne Süd-West
Arrêté fédéral octroyant une concession pour le tramway du Sud-Ouest lausannois

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Art. 1 – 16
Antrag der Kommission
Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre et préambule, art. 1 à 16
Proposition de la commission
Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes 116 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats

86.997

Dringliche Interpellation Künzi
Sanasilva-Waldschadenbericht 1986.
Konsequenzen

Interpellation urgente Künzi
Rapport Sanasilva 1986 sur les dégâts
aux forêts. Mesures à prendre

Wortlaut der Interpellation vom 2. Dezember 1986

Dem soeben erschienenen Sanasilva-Waldschadenbericht 1986 ist zu entnehmen, dass sich der Zustand unserer Wälder im Verlaufe dieses Jahres drastisch verschlechtert hat. Der Anteil geschädigter Bäume soll innert Jahresfrist von 36 auf 50 Prozent zugenommen haben. Damit kommt zum Ausdruck, dass sich die Hoffnungen auf eine Stabilisierung der Schadenentwicklung nicht erfüllt haben. Wir sind mit der Perspektive konfrontiert, dass unsere Wälder zugrunde gehen, wenn wir das zu ihrer Rettung Notwendige bloss halbherzig an die Hand nehmen. Ursachen und Wirkungen dieser Schäden sind wohl noch nicht eindeutig geklärt, doch wäre es nicht zu verantworten, dies als Ausrede zu benützen, um weiterhin in Passivität zu verharren. Zumal sich die Ansicht durchgesetzt hat, dass die Belastung der Luft, der Gewässer und des Bodens mit Schadstoffen vor allem aus dem Strassenverkehr entscheidend zum Waldsterben beiträgt. Deshalb sind dessen Immissionen weiter zu reduzieren. Im Bericht «Luftreinhalte-Konzept», den der Bundesrat am 10. September dieses Jahres verabschiedet hat, wird u. a. festgehalten: «Bei den Stickoxid- und Kohlenwasserstoff-Emissionen kann das gesteckte Ziel mit den Massnahmen, die in der Kompetenz des Bundesrates liegen, sowie mit den Massnahmen, die er dem Parlament beantragt hat oder noch zu beantragen gedenkt, hingegen nicht erreicht werden. Diese Emissionen können lediglich auf einen Stand zurückgeführt werden, der etwa doppelt so hoch ist wie derjenige von 1960.»

Aus diesen Gründen wird der Bundesrat eingeladen, folgende Fragen zu beantworten:

– Ist er aufgrund des jüngsten Sanasilva-Waldschadenberichts bereit, nochmals über die Bücher zu gehen und abzuklären, was sich zusätzlich zu den bisher getroffenen Massnahmen vorkehren lässt?

– Zieht er eine Aktion zur Ausserverkehrssetzung von Altfahrzeugen, welche den verschärften Abgasnormen nicht entsprechen, ins Auge? Ist er bereit, eine solche Aktion mit finanziellen Anreizen zu unterstützen?

– Welche Sanierungsmassnahmen sind für die von den Waldschäden am stärksten betroffenen Regionen vorgesehen?

– Sieht er Möglichkeiten einer finanziellen Solidarität insbesondere mit den betroffenen Bergregionen?

– Kann er sich weitergehende Massnahmen zur Verlagerung des Verkehrs vom privaten auf den öffentlichen Sektor vorstellen? Welche?

Texte de l'interpellation du 2 décembre 1986

Le rapport Sanasilva 1986 sur les dégâts aux forêts, qui vient d'être publié, nous apprend que l'état de nos forêts s'est encore terriblement aggravé cette année. La proportion des arbres malades est passée de 36 à 50 pour cent au cours des douze derniers mois. Il faut donc abandonner l'espoir de voir l'évolution des dégâts se stabiliser. Il nous faut ouvrir les yeux sur la réalité: si nous nous contentons de demi-mesures et que nous n'entreprenons pas absolument tout ce qui est nécessaire pour les sauver, nos forêts disparaîtront. Les causes et les effets de ces dégâts ne sont certes pas encore éclaircis totalement mais ce serait faire preuve d'inconscience que d'user de ce prétexte pour continuer à assister passivement au désastre. Et ceci d'autant plus que l'on est maintenant convaincu que la pollution de l'air, des

ETH. Bauvorhaben und Tramkonzession Lausanne Süd-West

EPF. Projets de construction et concession pour le tramway Lausanne sud-ouest

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1986
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	12
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	86.031
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	18.12.1986 - 07:00
Date	
Data	
Seite	1981-1991
Page	
Pagina	
Ref. No	20 015 013

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.